



Paris, le 10 novembre 2023

## GRUPE DE TRAVAIL LOGEMENT 10 novembre 2023

Étaient présents : Anne FLORENTIN, Vincent MARTIN et Philippe SOUBIROUS.

Ce groupe de travail a réuni pour la première fois les organisations syndicales des trois versants de la fonction publique, à la suite de l'annonce estivale de la création du Comité Interministériel pour le Logement des Agents. Ce CILAP s'est tenu le 10 juillet sans aucune information ni consultation préalable de l'ensemble des organisations syndicales.

Lors de ce groupe de travail, il a été fait une première présentation du plan d'actions issue de la première réunion du CILAP (réf en PJ le PPT), sans aucune annonce complémentaire.

A la suite à cette présentation, la question essentielle des financements d'une politique de logement à la hauteur des besoins de l'ensemble des agents reste posée, surtout dans un contexte d'inflation paupérisant les agents de la fonction publique, et une situation tendue de l'offre du logement.

En résumé, une réunion pour rien !

### Déclaration liminaire

*Pour FO, il était urgent de réunir les organisations syndicales sur la problématique du logement des agents publics après l'annonce unilatérale du gouvernement dans la presse le 10 juillet 2023 de la première réunion du CILAP (comité interministériel pour le logement des agents publics).*

*Pour FO, le sujet du logement ne peut pas se réduire à un compte rendu de la première réunion du CILAP, ou une redite de la présentation faite lors de la dernière commission permanente logement du CIAS (comité interministériel d'action sociale) du 14 septembre 2023.*

*Pour FO, la problématique du logement pour l'ensemble des agents de la fonction publique doit s'inscrire dans un dialogue social construit, basé au préalable sur l'état des lieux des besoins et la mise en place de réunions sur les pistes de solutions à cours moyen et long terme.*

*A ce jour, ce qui est proposé n'est pas à la hauteur des besoins des agents. Pour FO, la priorité pour les agents ne se limite pas à l'accèsion à la propriété, mais également de trouver des solutions abordables dans les dispositifs du logement d'urgence, intermédiaire et social pérenne.*

*De plus, FO ne saurait se contenter des résultats de l'enquête de la consultation des agents sur la question du logement dans le cadre de Fonction Publique + publié le 30 octobre 2023.*

*C'est de la responsabilité du gouvernement de mettre en place une vraie politique du logement au bénéfice des agents en répondant à leurs besoins spécifiques et concrets.*

*Pour cela, doivent être mis en débats :*

- un engagement fort de l'Etat employeur en matière d'investissement et une politique du logement à la hauteur des besoins des agents, et pas seulement des solutions « sparadrap » à court terme ;*
- des axes d'amélioration de l'accès à l'ensemble des dispositifs de logements dans le cadre d'un cadre du dialogue social ;*
- la communication et la présentation des conclusions toujours attendues du rapport Ecolan, s'il a encore un intérêt alors que la première ministre vient de confier à M. AMIEL une mission sur le même sujet.*

*Pour Force Ouvrière, les annonces par voie de presse sans informations préalables aux organisations représentatives des personnels ne contribuent pas à un dialogue social de qualité.*